

CONVENTION DE RESTAURATION RENOUVELLEMENT

Entre

L'Association de Gestion du Restaurant des Agents des Finances de Lyon, dont le siège social est situé au 2 rue Charles Biennier 69002 Lyon, et représentée par son Président Monsieur Renaud BARBET, conformément à l'article 11 des statuts de l'association.

L'Association identifiée ci-dessus étant dénommée dans le corps de la présente convention «**RAF**».

Et

L'Université de Lyon 2, dont le siège social se situe au **18, quai Claude Bernard 69365 LYON cedex 07**, représentée par **sa présidente Madame Nathalie DOMPNIER**

L'organisme public identifié ci-dessus étant dénommé dans le corps de la présente convention « **entité conventionnée** ».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

A compter du **1^{er} janvier 2024**, le Restaurant des Agents des Finances s'engage à servir et fournir le repas de midi à l'ensemble des personnels (titulaires ou contractuels) actuellement en poste dans l'entité conventionnée.

Cet engagement est assorti des conditions suivantes :

Article 1 – Objet

Le RAF garantit un repas par jour à chaque personnel de l'entité conventionnée dans les locaux du Restaurant situé au 6 rue Charles Biennier 69002 LYON.

Le service des repas est assuré entre 11h30 et 13h30 tous les jours sauf les samedis, dimanches, jours fériés et périodes de fermetures annuelles.

Article 2 – Mode de restauration et composition des repas

La restauration est assurée en self service.

Les repas proposés devront obligatoirement comprendre : une entrée, un plat principal, un fromage ou un dessert, eau et pain (repas habituel offert aux usagers ordinaires).

Article 3 – Tarif

Le prix du repas est fixé à 8,40€.

En sus, le prix du repas à emporter est porté à 0,60 €, à la charge du convive, pour une participation à l'emballage.

En cours d'année, ce tarif peut faire l'objet d'une augmentation résultant d'une décision de l'assemblée générale de l'association.

Dans le cadre des instructions actuelles, les personnels de l'entité conventionnée pourront bénéficier de la prestation-repas (PR) interministérielle.

En application de la circulaire du 4 janvier 2024 (NOR : TFPF2334860C) du Ministre de la transformation et de la fonction publiques relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune ; et du décret 82-1105 modifié au 1er janvier 2024 relatif aux indices de la fonction publique, la subvention interministérielle repas, dont le taux est réévalué chaque année, est fixée à 1,47 € HT, soit 1,62 € TTC pour les agents dont l'indice de traitement brut est inférieur ou égal à 638 (indice nouveau majoré: 539), pour l'année 2024. Les personnels concernés acquitteront le prix du repas, diminué de cette prestation.

Dans le cas d'une participation financière de l'entité conventionnée pour son personnel, celle-ci sera précisée à l'article 9 de la convention. Elle viendra en déduction sur le prix du repas.

Article 4 – Modalités d'application

Le gestionnaire du restaurant du RAF procédera au pointage des agents ouvrant droit à la prestation-repas interministérielle et de la participation financière de l'entité conventionnée, le cas échéant. Le gestionnaire tiendra à disposition de l'entité conventionnée tout document et pièce comptable qui seront utiles pour le contrôle du versement de la prestation-repas interministérielle et de sa propre participation financière le cas échéant.

Un seul repas par carte et par jour sera subventionné.

À chaque début d'année, les personnels de l'entité conventionnée devront remettre sur demande une copie de leur dernière fiche de paie au gestionnaire du restaurant du RAF, afin de permettre à celui-ci de vérifier que l'indice de rémunération de l'agent permet ou non le paiement de la prestation-repas interministérielle et de la participation financière de l'entité conventionnée, le cas échéant. Le gestionnaire aura la possibilité de refuser les personnels de l'entité conventionnée qui refuseraient de justifier de leur indice.

L'entité conventionnée s'engage à informer en cours d'année le gestionnaire des modifications intervenues dans les indices des agents.

Article 5 – Restitution du badge

Les agents quittant l'entité conventionnée à la suite d'une mutation, d'un départ à la retraite ou d'une fin de contrat, ne peuvent plus bénéficier des dispositions de la présente convention et sont tenus de remettre leur badge au gestionnaire du Restaurant des Agents des Finances.

Article 6 – Assurance

Le RAF déclare être assuré auprès d'une compagnie notoirement solvable pour sa responsabilité civile d'exploitation. Les risques d'intoxication sont en particulier couverts.

Article 7 – Modalités financières

À la fin de chaque mois, sur présentation d'une facture adressée au service mentionné à l'article 9 de la convention de l'entité conventionnée et comportant, en annexe, la liste nominative des bénéficiaires de la prestation-repas interministérielle et de la participation financière de l'entité conventionnée, le cas échéant.

L'entité conventionnée versera, par mandat administratif sur le compte ouvert au nom du RAF, le montant correspondant au nombre de repas concernés par la prestation-repas interministérielle et de la participation financière de l'entité conventionnée, le cas échéant.

Article 8 – Transmission des données et mesures de sécurité

Les fichiers, de quelque nature qu'ils soient (électroniques ou non) comportant des informations nominatives, ainsi que les données à caractère personnel, directement collectées par le RAF, provenant de leur saisie (ou traitement) sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Le RAF s'engage :

- à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 et, notamment, les formalités déclaratives auprès de la CNIL ;
- à prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers au cours de l'exécution de la présente convention, ne pas communiquer ces documents ou informations à d'autres personnes physiques ou morales, privées ou publiques, ayant qualité pour en connaître ;
- à informer les personnels, de l'entité conventionnée, bénéficiaires de la possibilité de collecter des données à caractère personnel les concernant dans un fichier.

Les données collectées sont analysées et conservées pour une durée limitée n'excédant pas leur durée d'utilité effective et au-delà, bénéficieront d'un archivage limité.

Article 9 – Informations complémentaires

Montant de la subvention du 1er janvier 2024 au 30 avril 2024 :

Participation complémentaire de l'entité conventionnée	Adresse service
Les personnels ayant un Indice Nouveau Majoré - inférieur ou égal à 420, subvention complémentaire de 2,07 € - supérieur à 420 et inférieur ou égal à 534, subvention complémentaire de 1,78 € - supérieur à 534 et inférieur ou égal à 656, subvention de 1,60 € - supérieur à 656, subvention de 1,10 €	Université Lyon 2 DRHAS Service environnement de travail et action sociale 18 quai Claude Bernard 69365 LYON Cedex 07

A compter du 1^{er} Mai 2024, les montants de la subvention de l'établissement et les tranches INM définissant le montant de la subvention sont revalorisés ainsi :

Participation complémentaire de l'entité conventionnée	Adresse service
Les personnels ayant un Indice Nouveau Majoré - inférieur ou égal à 425, subvention complémentaire de 2,07 € - supérieur à 425 et inférieur ou égal à 539, subvention complémentaire de 1,78 € - supérieur à 539 et inférieur ou égal à 661, subvention de 1,60 € - supérieur à 661, subvention de 1,10 €	Université Lyon 2 DRHAS Service environnement de travail et action sociale 18 quai Claude Bernard 69365 LYON Cedex 07

Article 10 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de deux ans, reconductible de façon expresse dans les trois mois suivant sa date de fin, à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 11 – Modification

Toute modification à la présente convention donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

Article 12 – Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend ou litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention. À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le

Pour l'entité
conventionnée, La
Présidente de l'Université

Nathalie DOMPNIER

Pour le RAF
Le Président du conseil d'administration

Renaud BARBET